

Le Canada est également membre de la Conférence des ministres de la Jeunesse et des Sports des pays de langue française. En octobre 1978, l'ambassadeur du Canada auprès de la France était chef de la délégation canadienne à Paris, appuyé des représentants du Québec, du Nouveau-Brunswick et de l'Ontario.

Le gouvernement fédéral n'est pas le seul à s'intéresser au resserrement des liens avec les pays de langue française. Au niveau bilatéral, les provinces prennent part aux commissions mixtes et à l'exécution des programmes d'aide du gouvernement canadien. Au niveau multilatéral, le Nouveau-Brunswick, l'Ontario, le Manitoba et le Québec participent à certaines activités de l'Agence. Depuis 1971, le Québec a le statut de gouvernement participant au sein des institutions, activités et programmes de l'Agence. Le Nouveau-Brunswick jouit du même statut depuis 1977.

Diverses associations privées de langue française travaillent également au développement des relations entre leurs membres dans tous les pays du monde. L'Agence a stimulé leur activité et a conduit à la création d'un certain nombre de nouvelles organisations. Le gouvernement canadien en soutient plusieurs qui sont canadiennes ou qui ont une importante participation canadienne. La plus récente de ces institutions est le CIRTEF, Conseil international de la radio et de la télévision d'expression française, dont l'assemblée constituante était prévue pour juin 1978.

Le Canada et l'OCDE

20.2.3

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), créée à Paris en septembre 1961, a succédé à l'Organisation de coopération économique européenne (OCEE), fondée en 1948 par les pays de l'Europe occidentale pour faciliter le relèvement de leurs économies ébranlées par la guerre et pour diriger l'application du Plan Marshall. Lors de la création de l'OCDE, le Canada, les États-Unis, et plus tard le Japon (mai 1964), l'Australie (juin 1971) et la Nouvelle-Zélande (mai 1973) se sont joints aux pays de l'Europe occidentale pour former un important forum intergouvernemental de consultation et de coopération entre les pays hautement industrialisés, dans presque tous les grands domaines de l'activité économique. A l'heure actuelle, 24 pays sont membres à part entière, et la Yougoslavie jouit d'un statut particulier lui permettant de participer à certaines activités.

L'objectif de l'OCDE est de faciliter la formulation de politiques en vue d'assurer la stabilité, le développement économique équilibré et le progrès social tant des États membres que des autres pays. L'Organisation rassemble et examine les données relatives aux mécanismes de décision, et elle sert de cadre aux réunions qui ont lieu tout au long de l'année afin de favoriser l'échange et l'analyse des idées et des expériences de tous les États participants.

L'Organisation joue un rôle important dans l'harmonisation de la politique économique et financière à l'échelle internationale et constitue le cadre principal des consultations des pays industrialisés sur les questions d'aide au développement. Les préoccupations initiales, qui étaient axées sur les éléments traditionnels que sont l'économie, le commerce et le développement, se sont élargies pour englober aujourd'hui de nouvelles activités concernant l'agriculture, l'environnement, l'industrie, la science et la technologie, l'investissement international et les entreprises multinationales, les affaires sociales, la main-d'œuvre et l'éducation. L'Agence internationale de l'énergie (AIE), créée dans le cadre de l'OCDE en novembre 1974, joue un rôle important sur quatre plans: le partage des ressources pétrolières dans des situations d'urgence, les consultations concernant le marché pétrolier, l'encouragement de l'exploitation accélérée de nouvelles sources d'énergie, et les relations entre les pays consommateurs et les pays producteurs de pétrole. Un autre organisme de l'OCDE, l'Agence internationale de l'énergie atomique, dont 1978 marque le 20^e anniversaire, a agi comme coordonnateur des échanges de vues sur les aspects techniques de l'énergie nucléaire.

L'OCDE réunit des hauts fonctionnaires des gouvernements ainsi que des représentants de l'entreprise privée, des syndicats de travailleurs, des universités et d'autres organismes non gouvernementaux à l'échelle internationale. Au Canada, la